

RIPOSTES SYNDICALES

Bulletin d'information
de la commission
" Ripostes syndicales
face à l'extrême droite "
de l'Union syndicale
Solidaires

Bulletin # 11 - Décembre 2024

SOMMAIRE

Le RN on n'a jamais
essayé ? p. 2

Éducation : La lutte
antifasciste est une lutte
syndicale p. 3

Solidaires et
internationalistes, contre
l'extrême droite
nationaliste et
xénophobe p. 4-5

Bardella, hors de nos
gares p. 6

Refusons une culture
mise au pas par
l'extrême droite p. 7

Contre l'extrême droite,
se former et agir
syndicalement p. 8

PROCÈS DU RN : CINQ ANS DE PRISON ET UNE PEINE
D'INÉLIGIBILITÉ REQUIS À L'ENCONTRE DE LE PEN

ATTENDEZ, OH !
QUAND JE PARLAIS DE
JUSTICE TROP LAXISTE,
C'ÉTAIT ENVERS LES
GAUCHISTES OU LES
PAUVRES. ET PLUTÔT
NOIRS OU ARABES !

MOI JE SUIS
BLANCHE, RICHE
ET DE DROITE !!!
JE SUIS AU-DESSUS
DES LOIS !!!



Le Pen est mort ! Pas l'extrême droite

Le RN ne défend ni les salarié.es, ni les privé.e d'emploi

Pour exemple, en juin 2022 vote à l'Assemblée nationale contre l'augmentation du SMIC à 1500 euros, et en octobre 2022 a voté pour la requalification possible des abandons de poste et même un refus de CDD, entraînant la perte des droits au chômage... pour le plus grand plaisir du MEDEF !

Le RN n'est pas pour la retraite à 60 ans

Si en 2022 dans le programme du RN la retraite à 60 ans est inscrite pour les personnes ayant commencé à travailler entre 17 et 20 ans. La date de départ est repoussée à 67 ans pour les personnes ayant commencé à travaillé à 25 ans.

Le RN est contre l'IVG

En novembre 2022, Marine Le Pen n'a pas voté la constitutionalisation de l'IVG. En juin 2021, Jordan Bardella a voté contre une résolution européenne contraignant les états à garantir l'accès à l'IVG.

Le RN adore les fonds de pension

En mai 2023, Jordan Bardella votait contre un amendement européen visant à réformer un vieux fond de pension volontaire, privé, ultra-déficitaire, financé principalement par de l'argent public et destiné à compléter les retraites d'anciens parlementaires européen-nes. Certain-es touchant jusqu'à 13.700 euros par mois ! Et devinez qui profite de ce fond de pension ? Un certain Jean-Marie Le Pen (enfin plus maintenant hein !), une certaine Marine Le Pen, un certain Bruno Gollnich et un certain Cal Lang (tou-tes au FN/RN).

Le RN d'aujourd'hui = le FN d'hier

Aujourd'hui comme hier le FN/RN est raciste, sexiste, homophobe. Les dirigeant.es d'aujourd'hui se reconnaissent tou-tes dans l'héritage moisi du tortionnaire et négationniste Jean-Marie Le Pen.

Le RN on n'a jamais essayé ?

... sauf au Parlement européen, à l'Assemblée nationale et dans nos collectivités territoriales !

ARGUMENTAIRE

AU PARLEMENT EUROPÉEN

Malgré ce qu'ils racontent, les députés RN ne siègent pas ou très peu et leurs votes sont réactionnaires, autoritaires et anti-sociaux :

- **CONTRE** le renforcement des salaires minimum, **CONTRE** un revenu minimum inclusif,
- **CONTRE** toutes les initiatives pour une transition écologique,
- **CONTRE** toutes les propositions visant à protéger ou accroître les droits des minorités de genre LGBTQI+ mais également des droits des femmes, notamment en matière d'avortement et d'égalité salariale.
- **CONTRE** les libertés individuelles, les droits de la presse ou des consommateurs et consommatrices.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

- **CONTRE** l'augmentation du SMIC,
- **CONTRE** le retour de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF),
- **CONTRE** le blocage des prix des produits de première nécessité,
- **CONTRE** un milliard d'euros pour la lutte contre les violences faites aux femmes
- **CONTRE** une taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros **CONTRE** l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe
- **POUR** les exonérations des cotisations sociales ce qui revient à détruire à petit feu la sécurité sociale et tout le socle social collectif.

- **CONTRE** la gratuité des fournitures scolaires pour les plus modestes

- Proposition de loi **POUR L'INTERDICTION** des transitions pour les mineur.es

DANS UNE DIZAINE DE MAIRIES

Des attaques systématiques contre les salarié·es, les associations, les syndicats, allant jusqu'aux attaques personnelles, la diffamation et le harcèlement moral.

La chasse aux pauvres : tarifs de cantine qui explosent, fin de la gratuité du ramassage scolaire, coupes dans les subventions des associations d'aide aux plus défavorisé.es, expulsion des locaux, arrêtés anti mendicité...

La systématisation des propos et politiques discriminatoires, racistes et antidémocratiques.

La promotion d'une idéologie sexiste, homophobe, intégriste, colonialiste et raciste (fin des repas de substitution, charte "ma ville sans migrants", hommage aux terroristes de l'OAS...)

Des attaques insidieuses contre le monde culturel (baisse des subventions, expulsion de locaux, changement de direction...)

La destruction des services publics notamment en favorisant les privatisations (crèches, piscines...) et la baisse des effectifs (sauf pour la police municipale)

La violence permanente : répression, menaces, harcèlement, diffamation, procès... surveillance des agent.es, des syndicalistes, de l'opposition.

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

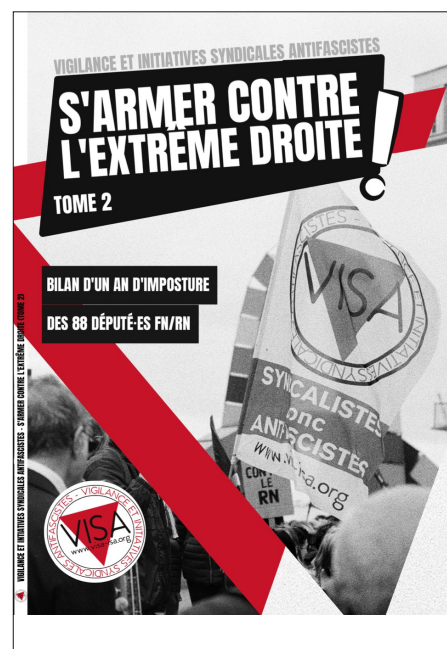
Cyril Nauth, lorsqu'il était maire RN de Mantes-la-Ville (2014-2020), a divisé les subventions aux associations par deux, a baissé le nombre d'agent.es municipaux.les de près de 20%.

Le 7 octobre 2016, le conseil municipal d'Hénin-Beaumont, a voté la motion "Ma commune sans migrants".

Le parquet de Draguignan a ouvert en 2023 une enquête sur la gestion de la ville de Fréjus par le maire RN David Rachline sur "des affaires possiblement évocatrices de prises illégales d'intérêt et de favoritisme".

La mairie de Béziers a réservé la participation aux activités périscolaires aux seul.es enfants dont les deux parents travaillent.

En juillet 2023, le maire, Robert Ménard, a refusé de marier une femme française avec un homme algérien.



rentrée 2024

La lutte antifasciste est une lutte syndicale !

2002, 2017, 2022, 2024... La France s'inscrit pleinement dans un contexte international de renforcement de l'extrême droite. Rien que cet été, en Europe, le RN a obtenu 142 députés à l'Assemblée nationale (dont un dans le Val d'Oise !), en Allemagne, l'Afd est bien placée voire première dans plusieurs Länder d'ex-RDA et des émeutes racistes de suprémacistes blancs ont secoué la Grande-Bretagne.

LE RN EN ENBUSCADE

Notre rentrée est aussi marquée par le choix de Michel Barnier comme 1er ministre, signe manifeste pour celles et ceux qui en avait encore besoin, que Emmanuel Macron n'a aucun problème à gouverner sous contrôle du RN, tant qu'il peut continuer à mener sa politique de destruction des droits sociaux et des services publics. Ses prises de position homophobes, anti-avortement et contre l'immigration permettent d'attirer les bonnes grâces du RN.

UNE LUTTE QUOTIDIENNE

Sud éducation 95, nous pensons que nous ne pouvons pas continuer à faire reposer notre action contre l'extrême-droite sur la participation aux élections, qui vient de montrer une fois encore sa limite. Les barrages électoraux ne stoppent ni la progression des idées d'extrême-droite ni la montée en puissance des partis qui les incarnent.

Pour combattre les idées d'extrême droite, le syndicat a toute sa place. Notre objectif de transformation sociale s'oppose radicalement à ce que propose l'extrême droite, nous combattons le racisme systémique dont l'islamophobie et l'antisémitisme qui en découlent, les offensives sexistes sur le contrôle du corps des femmes, les politiques de tri social et d'entre-soi réactionnaire. Nous combattons aussi le capitalisme au service duquel se range toujours l'extrême droite.

NOTRE ACTION DOIT AUSSI SE FAIRE SUR LE TERRAIN

Nous pouvons la porter sur nos lieux de travail :

- faire vivre dans son établissement la mobilisation contre les violences faites aux femmes à l'occasion de la journée internationale du 25 novembre et organiser et participer à des heures d'informations syndicales qui abordent le thème de l'anti-racisme ;

- faire vivre dans son établissement la mobilisation de défense de l'IVG à l'occasion de la journée

mondiale du 28 septembre et encourager ses collègues à aller manifester encourager ses collègues à aller manifester ;

- résister à l'inscription dans les règlements intérieurs de mesures vestimentaires visant à stigmatiser les jeunes filles ;

- résister à la mise en place de pratiques sexistes et islamophobes (commentaires sur les vêtements en salle des personnels, renvoi pour la journée des élèves) ;

- mettre à disposition de documentation antiraciste, antisexiste, anti-lgbtqphobie, validiste...) dans nos salles des personnels ;

- avoir une parole claire lorsqu'on est au contact des élèves.

Pour construire la lutte et participer à sa diffusion au delà de ton école ou établissement, rejoins-nous ! Syndique-toi ! Du matériel pour t'aider à lutter dans ton établissement est disponible pour les adhérent.es de Sud Éducation 95.

Sud éducation 95 revendique

- L'abrogation de la loi de 2004 et de tous les décrets et circulaires islamophobes qui en découlent.
- L'abrogation de la loi immigration.
- L'abrogation de la loi séparatisme.
- La légalisation de toutes les personnes sans-papiers.
- L'application effective des mesures pour donner à nos élèves accès à une éducation à la vie sexuelle et affective inclusive !
- La disparition dans les règlements intérieurs des mesures vestimentaires visant à stigmatiser les jeunes filles, que leur vêtement soit jugé trop court ou trop long.
- La socialisation de tous les établissements et écoles privées sous contrat qui favorise le tri social et l'entre-soi réactionnaire.
- La titularisation des précaires sans condition de concours ni de nationalité.



Solidaires et internationalistes,

INTERNATIONAL

Le socle idéologique du Rassemblement national et de toute l'extrême droite sont le nationalisme, le racisme et le patriarcat. Le RN a un projet fondamentalement nationaliste et xénophobe qui s'oppose à notre syndicalisme de transformation sociale et internationaliste.

Le Rassemblement national et plus largement les partis d'extrême droite sont nos ennemis. Ils mènent des politiques réactionnaires, racistes, xénophobes et en faveur du patronat, mais aussi du colonialisme. Les personnes racisées sont rendues coupables de tous les maux, et les solutions sont toujours recherchées du côté de l'ultralibéralisme. Partout dans le monde où ils sont arrivés au pouvoir, les droits des travailleurs et travailleuses, des femmes, des minorités de genres, des personnes racisées et des populations autochtones ont reculé, les violences contre les immigré·es et les personnes LGBTQI+ ont augmenté.

Partout l'extrême droite est un danger mortel pour le monde du travail.

L'extrême droite au pouvoir dans le monde

Voici quelques exemples des politiques menées dans des pays dans lesquels l'extrême droite est arrivée au pouvoir. La liste n'est pas exhaustive... il y a malheureusement de nombreux autres exemples.

Argentine, Milei depuis octobre 2023

En Argentine, le gouvernement de Milei a restreint le droit démocratique de manifestation en assimilant les manifestations publiques à des délits et en autorisant les forces de sécurité à réprimer toute protestation. Il a mené des activités de renseignement sur les organisations du mouvement social, avec le plus grand mépris des principes démocratiques.

À peine en place, il a réformé le droit du travail pour permettre l'ubérisation de l'emploi, et supprimé les sanctions pour les sociétés qui emploient des personnes sans contrat ! 6 mois après son arrivée au pouvoir, l'extrême droite a supprimé le Ministère des femmes, des genres et des diversités et le secrétariat contre la violence de genre.

Brésil, Bolsonaro, 2019-2023

Au Brésil, le président Bolsonaro s'est attaqué très rapidement aux droits des travailleurs et des travailleuses mais aussi aux libertés de l'ensemble de la population, à commencer par les minorités de genre et les populations indigènes. Suppression de la revalorisation automatique du salaire minimum, ouverture du port d'armes à plusieurs professions, réduction des fonds publics à l'éducation, attaques contre les filières de sciences sociales et développement des écoles militaires, accaparement des terres des communautés autochtones par les industries agro-alimentaires, le président d'extrême droite a mené une politique d'austérité à coup de privatisations d'entreprises publiques et de réformes anti-sociales. Comme le Réseau syndical de solidarité et de luttes l'a dénoncé, « c'est une politique qui profite aux

banques, aux entreprises et aux grands propriétaires terriens et qui entraîne la pauvreté et la faim pour la classe ouvrière. »

États-Unis, Trump, 2017-2021

Aux États-Unis, le président Trump a baissé l'impôt sur les sociétés, et les inégalités se sont accrues, augmentant considérablement le déficit de la dette des États-Unis. Dans le même temps, l'assurance maladie et les législations environnementales ont fortement été altérées. Parmi ses autres « exploits », la construction d'un mur le long de la frontière avec le Mexique et d'incessantes atteintes à l'ordre institutionnel, à l'autorité de la justice et au processus électoral. Il s'est illustré également dans une très forte répression du mouvement Black Lives Matter suite à l'assassinat par la police de Georges Floyd, assassin qu'il a ouvertement soutenu. Sans compter son rôle d'incitation dans l'invasion du Capitole du 6 janvier 2021 où l'extrême droite américaine a tenté de prendre le pouvoir par la force. Le gouvernement Trump entretenait également de bons rapports avec Poutine, d'excellents rapports avec le gouvernement israélien de Netanyahu, et il a « reconnu » Jérusalem comme capitale d'Israël, contre le droit international.

Inde, Modi, depuis 2014

En Inde, Narendra Modi gère les émeutes populaires avec une grande brutalité. Son gouvernement réduit certaines dépenses sociales, et met progressivement en place un régime autoritaire, où militant·es et journalistes sont jeté·es en prison pour des prétextes fallacieux. Son positionnement politique est régulièrement qualifié de national-populiste, anti-musulman et xénophobe, ayant pour but de « purger les musulman·es des zones hindoues ». Le nombre de crimes de haine contre les minorités musulmanes et chrétiennes a augmenté de 300 % depuis l'arrivée de Modi au pouvoir. De plus, ses résultats en matière d'indices de santé, de pauvreté et d'éducation sont exécrables.

Les gouvernements de Milei, de Bolsonaro et de Modi entretiennent d'excellents rapports avec le gouvernement israélien d'extrême droite de Netanyahu.

Russie, Poutine, depuis 1999

Poutine, au pouvoir depuis 1999 (alternativement président du gouvernement et de la fédération de Russie), a concentré les pouvoirs, mettant en place un gouvernement autoritaire. Répression et assassinats des opposant·es, restriction des libertés publiques, suppression des médias et organismes indépendants n'ont cessé de s'aggraver. Depuis 2013, un texte de loi interdit « l'information auprès des mineurs au sujet des relations sexuelles non traditionnelles ». S'inspirant du régime dictatorial violemment homophobe de Ramzan Kadyrov qu'il a lui-même mis en place en Tchétchénie, en 2023, les transitions de genre deviennent illégales et les mouvements LGBTQIA+ sont considérés comme extrémistes. En 2014, il annexe la Crimée qui appartenait à l'Ukraine et en 2022 il lance la guerre contre l'Ukraine dans l'objectif de la coloniser. La Russie a aussi soutenu le régime sanguinaire de Bachar el-Assad en Syrie.

contre l'extrême droite nationaliste et xénophobe

Dans l'Union Européenne aussi

Giorgia Meloni, depuis 2022 en Italie

En Italie, le gouvernement de Giorgia Meloni, au pouvoir depuis 2022, a réduit les prestations sociales, s'est opposé à l'accueil des bateaux de migrant-es en Méditerranée, et revient sur les droits des familles homo-parentales. Ce gouvernement réprime violemment les étudiant-es et attaque la liberté de manifestation et la liberté d'expression (projet de réforme sur la liberté pédagogique pour interdire aux enseignant-es de critiquer le ministère). Sous couvert de décentralisation, il projette également une division de l'Italie en 20 régions « autonomes », qui accentuerait les écarts de salaires entre les régions du nord et du sud du pays et détruirait un peu plus le service public. Les droits des femmes sont attaqués, en commençant par l'accès à l'IVG.

Viktor Orban, depuis 2010 en Hongrie

La Hongrie de Viktor Orban adopte une loi sur le contrôle des médias et la liberté de la presse est encadrée. Dans le cadre de l'adoption d'une nouvelle constitution, l'article qui précisait « un salaire égal pour un travail égal » est supprimé et le droit de grève fortement restreint. En 2021 une loi interdisait « la promotion et la représentation de l'homosexualité et du changement de genre » et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'ONU a fait état de sa vive inquiétude concernant les droits reproductifs dans le pays.

Bien qu'étant un antisémite notoire, ou héritier du fascisme italien antisémite, les gouvernements d'Orban et Meloni entretiennent d'excellents rapports avec le gouvernement israélien d'extrême droite de Netanyahu.

Le rassemblement national : quelle politique internationale ?

Le projet du RN est foncièrement nationaliste et xénophobe : il met en avant la question de la « préférence nationale ». C'est un projet politique d'État raciste qui systématisera par la loi l'exclusion dans l'accès aux droits des personnes en fonction de leur nationalité, de leur religion, ou de leur origine. La préférence nationale c'est la légalisation généralisée des discriminations racistes.

Jordan Bardella confirme que les « postes stratégiques » seront refusés aux binationaux s'il est désigné Premier ministre.

Par ailleurs, le RN criminalise les migrant-es et s'emploiera à expulser étranger-es et à fermer encore plus les frontières.

Le Rassemblement national (RN) qualifie de « submersion migratoire » qui menacerait « nos valeurs de civilisation », sa tête de liste, Jordan Bardella, avance une solution : une « double frontière », aux niveaux européen et français.

Le rejet du droit international et européen

Le Rassemblement national a déposé à l'Assemblée nationale, le 25 janvier 2024, une proposition de loi constitutionnelle visant à faire prévaloir la loi française sur le droit européen — ce qui constituerait un véritable « Frexit » juridique. Cette inversion de la norme consisterait à faire passer la loi française devant tous les textes de droit international : l'objectif du RN est clair : refuser de respecter le droit international, en particulier en ce qui concerne les droits humains, sociaux et environnementaux. La Cour européenne des droits humains est à ce titre une cible du RN. Entre protectionnisme et nationalisme, ce projet de repli sur soi est particulièrement dangereux et va à l'encontre des solidarités internationales.

Une vision coloniale du monde

1/ Le RN a l'intention de poursuivre la politique colonialiste et néocolonialiste actuelle, comme en Françafrique, mais aussi en Kanaky/Nouvelle-Calédonie où elle a des alliances avec les loyalistes contre l'indépendance de la Kanaky, négociée depuis des décennies.

Kanaky/Nouvelle-Calédonie : Marine Le Pen promet « un accord global, institutionnel et économique, avec une nouvelle consultation dans quarante ans ».

2/ De même, le soutien du RN à l'État colonial israélien a trois motivations essentielles :

- son hostilité aux Arabes et musulman-es, inscrite dans le cadre de la « guerre de civilisation » contre l'Islam,

- continuer à soutenir l'idée que les Juifs et Juives demeurent étrangers par essence et que leur pays est Israël, ce qui va bien avec l'idée raciste du « chacun chez soi »,

- l'État d'Israël est un modèle d'état ethno-nationaliste dont le régime d'apartheid séduit le RN, encore plus aujourd'hui qu'il est dirigé par un gouvernement d'extrême droite.

Palestine : « Reconnaître l'existence d'un État palestinien, au moment où nous parlons, ce serait légitimer le Hamas », a précisé Jordan Bardella, le 29 mai.

3/ Enfin, la fascination et les liens troubles du RN avec des États autoritaires, dont la Russie de Poutine, notamment sur des campagnes de financement mais aussi sur des projets sécuritaires et d'alliance stratégique sont également très inquiétants, en particulier dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Dans le programme du RN pour l'élection présidentielle de 2022, il est toujours recherché « une alliance avec la Russie sur certains sujets de fond », comme « la sécurité européenne qui ne peut exister sans elle ».

Bardella, hors de nos gares !

Stoppons la campagne massive de l'extrême droite dans nos gares

Pour Jean-Pierre Farandou, Président-directeur général de la SNCF et à Marlène Dolveck, directrice générale de Gare et Connexion.

Dès le mois prochain, le visage de Jordan Bardella, président du Rassemblement national, pourrait envahir les gares de France pour une campagne de promotion massive de son livre.

Il est aidé en cela par Vincent Bolloré qui s'est non seulement offert une centaine de maisons d'édition (dont celles du groupe Hachette) pour y propager ses idées, mais possède désormais les points de vente Relay dans les gares.

Parce que cette privatisation de l'espace public par l'extrême-droite est inacceptable, nous demandons à Jean-Pierre Farandou, Président-directeur général de la SNCF et à Marlène Dolveck, directrice générale de Gare et Connexion de s'opposer à cette campagne de communication qui touchera plus d'une centaine de gares pendant 3 semaines. Nous rappelons que le Rassemblement national n'est pas un parti comme les autres, héritier des collaborateurs de la Waffen-SS, des tortionnaires d'Algérie, à l'opposé de nos valeurs républicaines et, nous l'espérons, de celles de la SNCF.

Si la campagne d'affichage devait être maintenue, la SNCF participerait de fait à la promotion du président d'un parti politique ayant comme membres nombre de personnes condamnées pour des injures raciales et tout ce qui va avec : l'exclusion, la discrimination, la violence et le repli sur soi. La promotion des idées d'extrême droite n'est pas une chose à sous-estimer ou à normaliser, ces 581 panneaux seront chacun l'outil d'un endoctrinement qui ne dit pas son nom, normalisant l'idéologie d'extrême-droite.



En agissant pour le retrait de cette campagne, nous envoyons le message que notre espace public n'est pas à vendre aux discours de haine et de division. Empêcher Bardella et le RN d'occuper nos gares, nos rues, nos esprits c'est aussi faire en sorte que des victoires populaires soient possibles contre les promoteurs des idées réactionnaires.

Cette publicité pour un responsable d'extrême droite dans nos lieux communs crée un dangereux précédent, nous nous refusons à la normalisation de ces idées et nous en appelons à la mobilisation de toutes et tous pour faire front contre son programme mortifère et ses représentants.

**Nos gares ne sont pas
et ne seront jamais un lieu
où le Rassemblement national
pourra faire campagne.**

Nous venons de prendre connaissance ce lundi 28 octobre du refus de MediaTransports d'afficher la campagne de promotion de Jordan Bardella dans nos gares.

Ne félicitons pas trop vite la SNCF, car nous apprenons dans la foulée qu'une campagne de promotion de deux livres écrits par les personnalités d'extrême droite Papacito, Marsault et Laurent Obertone (maison d'édition Magnus) commence aujourd'hui dans nos gares. Cette campagne comprend des diffusions de clips promotionnels sur plus de 430 écrans dans les principales gares de France et durera une semaine.

Continuons donc à signer cette pétition !

<https://speakout.lemouvement.org/campaigns/stoppons-la-campagne-massive-de-bardella-sncf>

Cette pétition a été lancée à l'initiative de Sud Rail et Le Mouvement

Le Mouvement s'est engagé dès sa création contre l'extrême droite en organisant la mobilisation pour la fermeture des moyens de financement de Génération Identitaire ou plus récemment en portant une campagne contre le renouvellement de l'agrément de CNEWS et C8

La Fédération SUD-Rail a toujours combattu l'extrême droite, ses idées racistes, xénophobes et anti-démocratiques.



Refusons une culture mise au pas par l'extrême droite !

Aujourd'hui, l'extrême droite est à une marche du pouvoir. Les dangers qu'elle fait peser sur l'ensemble des services publics et notamment à la culture sont plus que jamais tangibles. Nous, travailleurs-euses, avons bien conscience de la menace que représente ce tournant politique pour la Culture.

Une vision réactionnaire de la culture

La culture est vue par l'extrême droite comme un outil de propagande au service du nationalisme. Il s'agit, comme dans l'éducation, d'écrire et de diffuser un « roman national » fantasmé. Cette vision manichéenne, unilatérale et autocentrée de la « France », abandonne tout esprit critique pour lui préférer la mise en scène de la « gloire patriotique ».

D'ailleurs, dans le programme du Rassemblement national le terme de culture n'existe pas. C'est la notion de « patrimoine » qui est mis en avant. Celui-ci est centré sur les seuls monuments d'un passé très sélectif, retirant à la culture son caractère vivant, mouvant, fait d'échanges et de productions riches et diverses. Le RN s'en prend souvent à la création artistique contemporaine, aux musiques actuelles, aux festivals indépendants ou engagés.

« Le patrimoine est notre histoire pétrifiée, au sens premier de cet adjectif ; c'est pourquoi il tient une place majeure dans le programme de redressement moral du pays. » (Livret patrimoine du RN, page 5)

Le miroir aux alouettes

Si le programme du RN fait miroiter une hausse considérable du budget « patrimoine » (de 330 millions à 1 milliard), ce n'est rien de plus qu'un leurre.

En premier lieu, une partie des crédits annoncés serait purement et simplement retirée à la création artistique et l'autre partie proviendrait de l'accentuation de la dérive libérale appliquée aux musées ces dernières années (privatisation, location des lieux, mécénat, hausse tarifaire, ...).

En effet, les positions de l'extrême droite sur les budgets sont claires : autofinancement des institutions culturelles via des « politiques de marques » et « augmentation des ressources propres ».

En fin de compte, l'accessibilité des lieux culturels se réduirait, amplifiant encore une fois les discriminations, enfermant encore plus la Culture dans l'entre-soi élitiste.

A l'épreuve des faits : danger pour tous les domaines de la culture !

En bibliothèque, dans les mairies d'Orange, Vitrolles, Toulon ou Marignane, les majorités d'extrême-droite ont fait pression sur les bibliothèques municipales en baissant les budgets et en s'immisçant dans les choix d'acquisition pour mettre en avant des ouvrages si-

gnés par leurs sympathisants, ou censurer des livres de contes du monde entier, coupables de « multiculturalisme ».

À Perpignan, le maire RN a essayé d'imposer sa conjointe comme directrice du théâtre municipal avant d'obtenir la nomination d'une fidèle mettant la scène nationale sous tutelle de la municipalité.

À Hayange (Moselle), les festivals « Théâtre pour tous », « Les Musicales Hayangeoises » et « Gourmet d'ici et d'ailleurs » ont disparu, au profit de la « Fête du cochon », et le budget du conservatoire a été amputé de 25 000 euros.

En région Grand Est, les projets culturels sur certaines thématiques (immigration, écologie, féminisme) sont censurés par les élu-es du RN.

À Bruay-la-Buissière (Pas de Calais) : exit le poste d'adjoint à la culture et le service des affaires culturelles, remplacé par un « pôle événementiel » à la mairie.

À Villers Cotterêts (Picardie), les mesures habituelles des édiles d'extrême droite sont appliquées : baisse des subventions, interventionnisme et censure culturelle.

Au Programme de l'extrême droite

- Au niveau national, la remise en cause régulière du régime de l'intermittence fait peser de graves menaces sur la création artistique et les conditions de subsistance de milliers de technicien-nes et d'artistes.

- La privatisation de l'audiovisuel public est une promesse de campagne brandie comme une mesure d'économie. Elle remet en cause les conditions de travail, la liberté d'expression et le pluralisme des radios et chaînes de télévision publique pourtant déjà bien mal en point

Nous refusons une culture et une histoire pétrifiées, un discours monolithique et pétri d'idéologie. Nous refusons un programme de « redressement moral » porté par un parti qui veut détruire les libertés et imposer son autoritarisme, de repli sur l'identité nationale et de discriminations. Nous refusons une culture aux ordres, réduite à peau de chagrin, dont les travailleurs-euses seraient les complices malgré elleux.

Redonnons à la culture un objectif de lien social, d'ouverture d'esprit et d'émancipation sans aucun repli sur soi. La vocation d'une politique culturelle ne doit pas être la création de profits mais la création d'espaces de débat, de partage et de réappropriation.

**Au travail, dans la rue et dans les urnes
Opposons à l'extrême droite notre
idéal de justice et de progrès social**

Contre l'extrême droite, se former et agir syndicalement

FORMATIONS A VENIR

Les stages syndicaux sont des outils irremplaçables. Au niveau national, fédéral ou bien local il est essentiel de faire vivre ces temps de formation et de co-construction d'une riposte syndicale contre l'extrême droite et ses méfaites contre le monde du travail.

• Formation d'animateur.ices "Agir syndicalement contre l'extrême droite"

à Paris du 20 au 22 janvier 2025 (CEFI Solidaires national)

Les camarades susceptibles de suivre cette formation auront déjà suivi le stage « Agir syndicalement contre l'extrême-droite » localement ou fédéralement et auront vocation à animer des stages de formation syndicale « Agir syndicalement contre l'extrême-droite » dans leur syndicat, leur fédé, leur Solidaires local ou lors de formations dans d'autres Solidaires locaux ou syndicats, fédérations de Solidaires.

• Stage "Agir syndicalement contre l'antisémitisme et l'islamophobie"

à Paris du 29 au 31 janvier 2025 (CEFI Solidaires national)

Définir l'islamophobie et l'antisémitisme, les comprendre comme des formes de racisme, analyser leurs places et leurs articulations, entre elles et avec les autres formes de racisme, pour mieux pouvoir les combattre sur nos lieux de travail et dans la société.

• Stage VISA - antifasciste

à La Roche sur Yon (85000) les 6 et 7 mars 2025 (CEFI Solidaires Pays de Loire)

Le fascisme, c'est la gangrène ! Afin d'éradiquer cette prolifération de peste brune qui ronge notre société, une riposte intersyndicale rapide et efficace doit être systématiquement mise en place. Le réseau Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes (VISA) est un outil au service des travailleuses afin de lutter contre le fascisme qui avance main dans la main avec le capital. Formation en interpro avec SOLIDAIRES et CGT.



• Stage "Agir syndicalement contre l'extrême droite"

à Paris les 20 et 21 mars 2025 (CEFI Solidaires Ile de France)

• Stage "Lutter syndicalement contre l'extrême droite"

à Mont de Marsan (40000) les 31 mars et 1er avril 2025 (Solidaires Gironde)

D'autres formations sont prévues dans le courant de l'année 2025, elles sont à retrouver sur le site du CEFI Solidaires.

